

CREDIT: TOURISME POINT SUD



A UNIQUE TRADING ENVIRONMENT

The local food production sector has significant growth potential, whilst opportunities remain in import substitution.

With an affluent population (at US\$36,380 GDP per capita in 2007) but a narrow-based economy, New Caledonia imports a lot and exports little—besides the nickel that accounts for over 90% of export earnings—and consistently runs a trade deficit. This is a pity since, as an Overseas French Territory, it forms part of the EU trading zone and thus offers local producers tax-free access to the lucrative EU market.

According to Jean-Michel Arlie, the Director General of New Caledonia's economic development agency, ADECAL:

'The European Union has confidence in our products because we follow their standards. For instance, we could import raw materials from neighbouring countries for processing here and then export to Europe.'

As the shelves of local supermarkets testify, being inside the EU provides a strong incentive to source imports from the EU, as an additional import duty applies to goods from elsewhere in order to protect local industry. This also applies upward pressure on the cost of living.

At the same time, restrictions on regional trade are easing, gradually, and a significant amount of imports do derive from the Asia-Pacific region, including nearby Australia and New Zealand, with which the territory has begun to form bilateral trade agreements. According to Axelle Bernut, Secretary General of SOFINOR and former Economic Advisor to the Minister of the Economy:

'We are slowly opening up to other countries. Twenty years ago New Caledonia was very self-centred, and there was little interest in economic ties with our neighbours.'

Given the small scale of its economy, it also relies heavily on its neighbours for specialised services, particularly in the mining sector.

MANUFACTURING AS IMPORT SUBSTITUTION

While the relatively high cost of doing business in New Caledonia constrains exports, there are strong incentives for foreign firms to engage in import substitution.

Goodman Fielder is a major Australia-based food manufacturer that began producing its own brands in New Caledonia in 1998 after starting to export there 25 years ago.

Major Asia-Pacific player BlueScope Steel's New Caledonia subsidiary was established in 1971. It mainly produces and distributes steel products for buildings and is enjoying strong growth as the building industry migrates from timber to steel. It plans to introduce new products into the local market over the next couple of years. It is also considering investing in a second manufacturing site, at Kone in the Northern Province, to cater to an anticipated flurry of activity in that area.

AGRIBUSINESS

Though agricultural output is hampered by a number of factors, including a scarcity of arable land, the sector has made strong gains over the past decade, galvanised in particular by PROMOSUD and SOFINOR, the investment companies of the two larger provinces.

While the former plays a conventional role as a development and investment arm for the Southern Province, SOFINOR's role is to bring about 'economic rebalancing' by investing mining dividends into projects that will develop the economy in the mainly indigenous, pro-Independence, Northern Province.

Strong synergies between New Caledonia and that of the Australian state of Queensland, including a similar climate, are leading to closer cooperation between the two in this sector.

Agriculture officially employs only 5% of the population and makes up 1.4% of GDP, although it forms the basis of much of the indigenous population's subsistence economy. Production in most areas is subsidised and prices controlled.

OPPORTUNITIES IN AGRICULTURE/AQUACULTURE

- Equipment, materials and supplies
- Training in tropical agriculture
- Imports of bulls/heifers for breeding
- Veterinary supplies/services
- Software and technology

DES CONDITIONS PROPICES AU COMMERCE

Un secteur alimentaire prometteur, et des opportunités de substituer la production locale aux importations.

Avec une population riche (un PIB par tête de 36 380 US\$ en 2007) mais une économie fondée sur un marché très étroit, la Nouvelle-Calédonie importe beaucoup et exporte peu, si l'on excepte le nickel, qui représente 90% de ses recettes d'exportation. Sa balance commerciale se trouve par conséquent en déficit chronique. C'est d'autant plus regrettable que, de par son statut de territoire français d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie fait partie de la zone d'échange de l'Union Européenne et donc offre à ses producteurs locaux un accès direct et sans taxes au lucratif marché européen.

Jean-Michel Arlie, directeur général de l'agence de développement économique de la Nouvelle-Calédonie, ADECAL est bien conscient des nombreuses possibilités offertes par ce privilège:

'L'Union Européenne a confiance en nos produits parce que nous suivons ses standards. Par exemple, nous pourrions importer la matière première des pays voisins, la transformer chez nous et la réexporter vers l'Europe.'

Comme les rayons des supermarchés locaux peuvent en attester, être à l'intérieur du marché européen fournit de bonnes raisons pour importer directement de l'UE, vu que les importations de produits de toutes autres destinations sont soumises à des tarifs et charges additionnels pour protéger l'économie locale, ce qui est un important facteur contributif au coût de la vie.

En même temps, les restrictions sur le commerce régional se relâchent progressivement et un volume non-négligeable d'importations provient désormais de la zone Asie-Pacifique, incluant notamment l'Australie et la Nouvelle Zélande, avec lesquelles le territoire a commencé à négocier des accords commerciaux bilatéraux. D'après Axelle Bernut, secrétaire général de SOFINOR (voir ci dessous) et ancienne conseillère économique du Gouvernement :

'Nous sommes lentement en train de nous ouvrir à d'autres pays. Il y a 20 ans, la Nouvelle-Calédonie était très fermée sur elle-même et il y avait peu d'intérêt exprimé quand aux liens économiques avec nos voisins'.

Vu la petite taille de son économie, la Nouvelle-Calédonie dépend également beaucoup de ses voisins pour ses services spécialisés, particulièrement dans le secteur minier.

LA PRODUCTION LOCALE COMME SUBSTITUT AUX IMPORTATIONS

Bien que le coût de créer et gérer une entreprise soit élevé pour la région (ce qui affecte le potentiel du territoire en termes d'exportations), il y a aussi de solides raisons pour les firmes étrangères de s'établir et d'approvisionner le marché local par substitution des importations.

Goodman Fielder est un important groupe agroalimentaire australien qui a commencé à produire ses propres marques en Nouvelle Calédonie en 1998, après y avoir exporté ses produits pendant près de 25 ans.

Une autre entreprise internationale, BlueScope, un géant de l'acier dans la région Asie-Pacifique, avait établi une filiale locale



dès 1971 pour produire et distribuer des matériaux de construction dérivés de l'acier dont la demande s'est fortement accrue suite à la tendance du marché local de passer du bois à l'acier dans le secteur de la construction. BlueScope a bien l'intention de démarrer une nouvelle gamme de produits dans les quelques années à venir, et pense également investir dans un second site de production à Koné, dans la Province Nord, une région où les prévisions annoncent une floraison d'activités économiques.

L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Bien que la production agricole soit handicapée par un certain nombre de facteurs, dont un manque de terres arables, ce secteur a fait d'important progrès sur ces dix dernières années, galvanisés en particulier par les efforts des sociétés d'investissement des deux provinces, PROMOSUD et SOFINOR. Bien que la première, en tant que société de développement et d'investissement de la Province Sud, joue un rôle plutôt conventionnel, SOFINOR doit par contre rééquilibrer l'économie en faveur de la Province Nord, une région pro-indépendantiste et à forte présence de population indigène. SOFINOR y procède en réinvestissant les dividendes de l'activité minière dans des projets de développement.

Il y a également d'importantes synergies à réaliser entre la Nouvelle-Calédonie et l'état australien du Queensland, dont le climat et la tradition agricole (et minière) offrent des caractéristiques similaires à celles de la Nouvelle-Calédonie. Ces dernières ont d'ailleurs mené à une proche collaboration entre les deux territoires.

Officiellement, l'agriculture emploie seulement 5% de la population et contribue à hauteur de 1,4% au PIB, mais elle représente surtout la base d'une économie de subsistance pour la population autochtone. Par conséquent, la production est subventionnée dans la plupart des régions et les prix soumis à un contrôle régulateur.

OPPORTUNITÉS EN AGRICULTURE/ AQUACULTURE

- Equipements, matériels et fournitures
- Formation en agriculture tropicale
- Importation de taureaux et de génisses pour la reproduction
- Services et fournitures pour vétérinaires
- Logiciels d'application et technologies

AQUACULTURE & FISHERIES

As the most developed economy in its immediate geographical region, New Caledonia is best suited to the production of high-value or value-added goods. In the words of ADECAL's Jean-Michel Arlie:

'It is a matter of finding a niche at the top end of the international market. We need to try to identify those niches where we can maximise our potential.'

In aquaculture, the territory certainly seems to have found one. New Caledonian prawns are recognised as a top-quality product in international markets. New Caledonia exports 75% of its annual 2000-tonne production, mostly to Japan and Europe. To the sector's irritation, its other main export market, Australia, is currently closed due to strict new Australian quarantine regulations. Sanitary standards of New Caledonian prawns are deemed to be very safe and negotiations are in progress to resolve this issue.

The main company responsible for processing, marketing and distributing the product is SOPAC, partly owned by

SOFINOR and PROMOSUD. The territory's strength lies in a unique species, the western blue prawn (*Litopenaeus stylirostris*), and the high standards maintained by its operators.

The New Caledonian aquaculture industry is in fact a relatively new phenomenon. While private sector activity dates back to the 1980s, it really only took off in 2000, when tax incentives encouraged investment. Government incentives are, however, dependent on maintaining quality standards and every aspect of production is regularly audited by an international agency.

Oyster production and crayfish farming have also been successfully launched, and several feasibility studies are being carried out into other potential projects.

New Caledonia is also endowed with an Exclusive Economic Zone of 1.45 million square kilometres (roughly half the size of the Mediterranean), replete with high-quality tuna, and possibly also hydrocarbons.

New Caledonia has reduced its reliance on imports of agricultural commodities. The main crops grown are fruits, tropical root crops, vegetables and cereals. New Caledonia also has the potential to export 'out of season' produce to Australia, New Zealand and Japan.

Beef cattle farming is the main livestock sector, employing about 1400 people, mainly in the Southern Province, and accounting for approximately 110,000 head of cattle. New Caledonia also produces enough pork to meet local demand. ■



BLUESCOPE'S FACTORY IN NOUMEA.

2011 SOUTH PACIFIC GAMES A CATALYST FOR INFRASTRUCTURE PROJECTS

Opportunities abound in construction-related areas

Construction seems certain to remain a key sector in New Caledonia for some time to come. The territory will host the South Pacific Games from 27 August to 11 September, 2011, and this is providing a spur for major public works. For instance, the Athletes' Village will be a brand-new complex on the former penitentiary island of Nouville—a suburb of Noumea. Once the games are over it will be utilised as student accommodation.

The Games' organising committee is keen to stress that New Caledonia will avoid the legacy issues that often result from the hosting of major sporting events: 'Everything is being done with the future in mind,' a spokesperson told *Business Advantage*, 'so, where necessary, we will hire equipment and even stadia just for the games, to avoid being left with infrastructure that exceeds our local requirements.'

All the same, about 10 billion CFP is expected to be spent on games-related infrastructure projects. Given the small scale of the local market, extra capacity and expertise are being sourced from outside New Caledonia, with some Australian firms already involved. For larger projects, joint ventures are being formed between local and foreign companies. Many local projects are advertised as tenders, in

the local media only, and interested parties may need a local agent to keep an eye out on their behalf.

The games are also providing an incentive to implement major public works, such as the expansion of New Caledonia's international airport, which is scheduled to be finished a few months before the event takes place (see page 16).

Another major project is the Government-funded construction of a large hospital in Noumea—Medipole. It is also likely that tourism-related construction will continue to pick up over the next few years as the Government's tourism master-plan kicks in.

Finally, the commencement of the Koniambo mining project in the Northern Province will necessitate major infrastructure development, with the region's population set to double over just a couple of years.



L'AQUACULTURE ET LES PÊCHERIES



Etant l'économie la plus avancée de sa région géographique immédiate, la Nouvelle-Calédonie est plus qualifiée pour se spécialiser dans la production de produits finis ou à haute valeur ajoutée que dans les produits primaires. Jean-Michel Arlie, d'ADECAL, résume la situation en ces termes:

'Pour nous c'est surtout la nécessité et la volonté de trouver des niches haut de gamme sur le marché international. Nous devons absolument identifier ces niches afin de réaliser notre potentiel'

Le territoire semble en avoir identifié une dans le domaine de l'aquaculture. Les crevettes néo-calédoniennes sont très prisées sur les marchés internationaux, et la Nouvelle-Calédonie exporte 75% de sa production annuelle de 2000 tonnes essentiellement vers le Japon et l'Europe. Au grand dam de ce secteur d'activité, son autre traditionnel marché d'exportation, l'Australie, est devenu inaccessible à cause de nouvelles règles de quarantaine très strictes.

Une solution est en cours de négociation, car les garanties sanitaires des crevettes calédoniennes sont très sûres.

La principale société en charge du traitement, du marketing

et de la distribution des crevettes est la SOPAC, qui est en partie détenue par SOFINOR et PROMOSUD. Les grands atouts du territoire sont une espèce unique, la crevette occidentale bleue (*Litopenaeus stylirostris*), et les hauts standards de qualité observés par les opérateurs du secteur.

Le secteur de l'aquaculture néo-calédonienne est relativement jeune. Malgré des initiatives privées dans les années 80, ce n'est vraiment qu'en 2000 que le secteur a démarré sérieusement, suite aux encouragements fiscaux du gouvernement. Ces avantages fiscaux sont néanmoins conditionnés par le respect scrupuleux des critères de qualité et toutes les étapes de la transformation du produit font régulièrement l'objet d'un audit par une agence internationale.

L'élevage des huîtres et des écrevisses est également en vogue, et de nombreuses études de faisabilité sont en cours pour lancer de nouveaux projets dans ce domaine. Dans le même programme de recherche, une phase d'expérimentation de la pisciculture marine va prochainement débiter.

La Nouvelle-Calédonie possède également une grande Zone Economique Exclusive d'1,45 million de kilomètres carrés (approximativement la moitié de la Mer Méditerranée), qui regorge de thon de haute qualité (et peut-être aussi de sources d'hydrocarbures).

La Nouvelle-Calédonie a réduit sa dépendance vis-à-vis des importations de produits agricoles ; les cultures principales sont les fruits, les racines tropicales, les légumes et les céréales. La Nouvelle-Calédonie a aussi l'atout potentiel de pouvoir exporter des produits agricoles 'hors saison' vers l'Australie, la Nouvelle Zélande ou encore le Japon.

L'élevage bovin est le principal type d'élevage sur le territoire, un secteur qui emploie environ 1400 personnes, surtout dans la province sud, et qui représente près de 110 000 têtes de bétail. La Nouvelle-Calédonie a également un élevage porcin suffisamment développé pour satisfaire la demande locale. ■

LES JEUX DU PACIFIQUE SUD OUVERT LA PORTE À DE NOMBREUX PROJETS D'INFRASTRUCTURE

Un foisonnement de projets de construction

La construction va certainement, dans les années à venir, rester un des secteurs clés de l'économie néo-calédonienne. Le territoire, qui accueillera les Jeux du Pacifique Sud du 27 Août au 11 Septembre 2011, a démarré un grand effort de travaux publics. Par exemple, le village des athlètes sera un tout nouveau complexe construit sur l'ancienne île pénitentiaire de Nouville – un quartier de Nouméa. Une fois les Jeux terminés, le complexe sera reconverti en résidence universitaire.

Le comité d'organisation des Jeux est soucieux d'éviter les erreurs qui, trop souvent, sont le résultat de l'organisation de ce type d'événement sportifs. Un porte parole du comité confie à *Business Advantage* que 'tout ce que nous faisons tient compte du futur. Ainsi, quand cela s'avère nécessaire, nous louons de nouveaux équipements, même les stades, pour éviter de nous retrouver avec une infrastructure qui dépasse les besoins du territoire'.

Malgré la sagesse de cette approche, le coût sera élevé. On estime qu'environ 10 milliards de francs CFP seront dépensés en travaux d'infrastructure pour les Jeux. Vu la petite taille du marché domestique, les ressources et l'expertise sont activement recrutées à l'étranger, et de

nombreuses entreprises Australiennes sont déjà impliquées dans ces projets. Les plus grands projets sont généralement développés par partenariats (de type joint venture) entre firmes locales et étrangères. La plupart des projets locaux sont soumis à un appel d'offre, mais les annonces ne sont publiées que dans les journaux locaux et les parties intéressées trouveront l'utilisation d'un représentant local bien utile pour surveiller ces opportunités de près.

Les Jeux vont également fournir l'occasion idéale pour entreprendre des travaux publics de grande envergure, tels que l'agrandissement de l'aéroport international de la Nouvelle-Calédonie, qui devrait être achevé peu de temps avant le commencement de la compétition.

Un autre projet phare est la construction par le gouvernement d'un grand hôpital à Nouméa – Medipole. Il est aussi très probable que le plan directeur pour le tourisme va dynamiser la construction dans les projets liés au développement touristique du territoire.

Enfin, le démarrage du projet minier à Koniambo, dans la Province du Nord, va requérir une large expansion de l'infrastructure de cette région, notamment parce qu'on s'attend à ce que la population de cette région double dans les deux années à venir.